

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Goodluck Ebele Jonathan, Président de la République du Nigeria, notamment sur les relations franco-nigérianes et sur l'intervention militaire française au Mali, à Paris le 11 février 2013.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames et Messieurs, j'ai été particulièrement ravi d'accueillir cet après-midi le Président du Nigeria, JONATHAN Goodluck, dans un contexte qui est à la fois heureux pour le Nigeria puisqu'il y a eu une grande victoire à la Coupe d'Afrique des Nations, mais en même temps qui est préoccupant pour la région. C'est sur ce sujet-là que nous nous sommes concertés, lui et moi, dès lors que le Nigeria joue un rôle majeur dans l'Afrique de l'ouest et notamment dans l'opération qui est en cours au titre de la MISMA.

D'abord, j'ai remercié le Nigeria pour son appui entier dans le cadre de l'intervention française au Mali et également sa participation au niveau qui je l'espère sera dans les prochains jours le plus élevé possible dans la MISMA. Nous nous sommes félicités des premiers résultats de l'opération Serval, pour ce qui nous concerne, puisque l'essentiel du territoire malien est aujourd'hui libéré. Mais nous n'avons pas terminé notre tâche. Il y a encore des poches terroristes, notamment dans l'extrême nord du Mali, et des opérations qui sont encore menées par un certain nombre de groupes. Doù le double devoir que nous devons poursuivre : devoir de la France d'aller jusqu'au bout de son opération pour ne pas laisser un seul espace territorial du Mali sous le contrôle des terroristes et mais aussi le devoir des Africains de venir prendre le relais à mesure que nous terminons notre propre opération.

Nous avons également évoqué la nécessité d'une transition politique réussie pour le Mali. Ce qui fait que nous devons tout faire pour que l'objectif de défection présidentielle au mois de juillet puisse être atteint. Enfin, nous sommes pour le dialogue, la réconciliation mais sur les bases qui sont celles définies par les Maliens et par eux seuls.

Nous sommes également conscients que le terrorisme n'est pas qu'au Mali. Le Président du Nigeria en est parfaitement informé puisqu'il affronte depuis plusieurs mois, pour ne pas dire depuis plusieurs années, un terrorisme que nous connaissons sous le nom de Boko Haram. Il est également clair qu'un certain nombre de ces réseaux, de ces groupes, voire même de ces dirigeants, ont pu se réfugier ailleurs qu'au Mali.

Nous devons donc poursuivre notre coopération au niveau de l'ensemble de l'Afrique de l'ouest mais aussi de l'Europe pour que nous puissions donner tout le soutien nécessaire à la lutte contre le terrorisme. Je rappelle que l'Europe est pleinement engagée et qu'elle met en œuvre une action de formation de l'armée malienne et également de la MISMA.

Nous avons aussi avec les ministres des Affaires étrangères évoqué l'avenir de l'opération qui prendra une forme nouvelle dans quelques semaines dans le cadre de ce que l'on appelle l'opération de maintien de la paix.

Nous avons évoqué après nos relations bilatérales qui sont excellentes et notamment dans le domaine économique où de nombreuses entreprises françaises sont présentes, notamment dans le domaine énergétique avec Total. Mais d'autres sont aussi prêtes à répondre à un certain

nombre d'appels offerts, dans les domaines des transports, dans les domaines également de tout ce qui est l'aménagement. Bref, nous sommes au contact des autorités du Nigeria pour faire en sorte que nous puissions être dans cette économie qui va être à l'horizon 2020 la 20ème du monde à la hauteur des besoins qui sont massifs dans un pays aussi peuplé.

Pour terminer, le Président du Nigeria m'a fait part de sa volonté de voir son pays figurer parmi les membres du Conseil de sécurité. Vous savez que nous sommes très attachés à ce qu'un grand pays de l'Afrique de l'ouest puisse à chaque fois être présent au Conseil de sécurité.

Voilà ce que je voulais dire pour cette réception à laquelle j'attachais grand prix. D'abord, parce que nous sommes dans le contexte de ce qui se passe au Mali. Ensuite, parce que le Nigeria est un grand pays, qui ne parle pas notre langue, mais qui a également un grand respect pour notre culture, pour les bonnes relations que l'Afrique et l'Europe doivent nouer et notamment le Nigeria et la France.

Je rappelle que 10% des ressources pétrolières de Total sont tirés du Nigeria. C'est dire s'il y a là des liens qui sont profonds, historiques et qui ne demandent qu'à être renforcés. Merci ».

LA PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGERIA : « Merci Monsieur le Président. Le Président vient de vous résumer nos échanges et je souhaite le remercier ainsi que le Gouvernement français pour la façon dont ils ont travaillé avec le Nigeria, au soutien des questions africaines. Monsieur le Président, je vous remercie du rôle de l'Etat français au Mali. Vous êtes intervenu quand il a fallu, lorsque les choses allaient mal au Mali et ceci notamment grâce à la bonne relation entre nos deux pays. La France est intervenue, le Nigeria a dû se mobiliser.

Au cours des dernières années, vous avez vu ce qui s'est passé en termes de stabilisation de l'Afrique de l'ouest. La France a joué un rôle clé. Si nous n'avions pas travaillé ensemble de la façon dont nous l'avons fait, la situation aurait été différente en Côte d'Ivoire et nous avons pu travailler ensemble pour stabiliser rapidement la Côte d'Ivoire. De même en Libye où nous avons coopéré de façon significative, ou encore pour la stabilisation du Niger après l'intervention militaire. Bien sûr, en ce qui concerne le Mali, je suis heureux que nous ayons à nouveau pu intervenir ensemble.

Nous avons parlé du Mali, de la façon de traiter les rebelles, mais aussi au-delà.

Le gouvernement malien n'est pas un gouvernement élu. L'Etat est faible. Des questions se posent au sein de la CEDEAO et nous savons que nous n'accepterons qu'un gouvernement élu par le peuple. A défaut, le gouvernement ne parviendra pas à stabiliser le pays et c'est la raison pour laquelle nous soutenons l'organisation d'élections. L'Etat français aidera le Mali à organiser ces élections et à se défendre. La MISMA restera au Mali pour un certain temps, notamment lorsqu'il y aura une opération de maintien de la paix, afin de prévenir les actions terroristes organisées dans le but de tuer. Les services de sécurité maliens seront équipés, renforcés et entraînés. Nous en avons parlé.

Nous avons également évoqué Boko Haram, un groupe terroriste local ayant des liens avec Al-Qaïda. Vous savez que du fait de la pression exercée contre Al-Qaïda, elle se réfugie dans des pays plus faibles, mais n'en terrorise pas moins l'ensemble du monde. Nous avons des problèmes dans certaines régions du Nigeria, mais c'est le cas également au Cameroun et en République du Niger. Nous travaillons très dur, avec le soutien du gouvernement français, pour nettoyer toutes ces régions, où que se trouve la terreur dans le monde.

Nous avons également parlé du golfe de Guinée, des problèmes de piraterie qui perturbent le commerce. Monsieur le Président a fait référence à la question de Total, une grande compagnie pétrolière qui, parmi d'autres, est présente au Nigeria. Les pirates opèrent dans le golfe de Guinée et ils y volent du pétrole brut et parfois aussi au Nigeria même. Dans ces domaines, nous sommes donc convenus de coopérer pour que l'Etat français et en particulier la marine française aide la marine nigérienne à patrouiller le long des côtes. Il est très onéreux de garder certaines infrastructures à long terme et nous avons besoin d'un soutien financier, en terme de renseignement aussi. Monsieur le Président, je remercie le gouvernement français de son soutien. Nous sommes très heureux d'être partenaires de la France pour contribuer à la paix et au développement économique de l'Afrique occidentale et de l'Afrique entière ».

LE PRESIDENT : Le président se réjouit avec le Président JONATHAN Goodluck pour sa

LE PRESIDENT : « Je voudrais en remerciant encore le Président JONATHAN GOODLUCK pour sa visite évoquer les deux sujets dont il vient de parler.

Le premier, c'est la piraterie dans le golfe de Guinée. Vous savez qu'un tanker a été capturé, il n'y a pas d'autres mots, il y a quelques jours et dévalisé pour sa cargaison. Nous devons donc lutter avec efficacité contre la piraterie dans le golfe de Guinée, ce qui suppose de mettre tous les moyens nécessaires.

Et puis, second sujet, c'est l'instabilité qui peut régner dans une partie du territoire de l'Afrique de l'ouest. Nous en avons eu une illustration avec la prise d'otages par le groupe Ansaru de notre ressortissant Francis COLLOMP. Je remercie le Nigeria de nous aider pour obtenir, dans les meilleures conditions et le plus vite possible, sa libération ».

QUESTION : « Le Président Goodluck JONATHAN s'est entretenu aujourd'hui avec le Premier ministre britannique et a parlé de l'importance d'exercer une certaine pression sur le G8 afin que les sociétés qui raffinent du pétrole volé puissent être sanctionnées. Le suivez-vous sur ce terrain ? »

LE PRESIDENT : « Oui, le Président du Nigeria m'a parlé de cette question, c'est-à-dire du recyclage, par les groupes, du pétrole volé. Ce qui est une incitation forte à un tel trafic et je dois dire aussi le financement de groupes qui ont aussi des activités terroristes. Car il y a un mélange entre le banditisme et le terrorisme. Je partage donc complètement la démarche du Président JONATHAN : éviter que des groupes, par esprits lucratifs, puissent recycler de telles ressources pétrolières, de pétrole raffiné ».

QUESTION : « Ce qui s'est passé ce week-end à Gao montre que les djihadistes ont encore les moyens de passer à l'offensive. Tout le monde savait que le début de l'intervention militaire française serait sans doute ce qu'il y avait de plus facile et que l'après est beaucoup plus difficile. Est-ce que vous pensez qu'ils ont encore les moyens de mener des offensives extrêmement meurtrières, est-ce qu'ils ont des moyens de continuer à déstabiliser longtemps cette région ? Est-ce que vous pensez que Boko Haram et Aqmi ont les moyens de coopérer ensemble pour frapper la région ? Concernant cet otage français, est-ce que vous avez quelques nouvelles, Monsieur le Président, que vous pourriez nous donner ? »

LE PRESIDENT : « Peut-être d'abord le président du Nigeria sur le lien Boko Haram avec Aqmi, Al-Qaïda. Sur l'otage, j'ai dit ce que j'avais à dire et je n'en rajouterai pas ».

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGERIA : « Concernant les djihadistes, ils fonctionnent comme un groupe terroriste. Les groupes terroristes ne sont pas des groupes dont on peut venir à bout instantanément car ce ne sont pas des forces conventionnelles. Nous le voyons dans la région, même la MISMA, même en travaillant avec les troupes françaises, on reprend des villes mais ensuite ils se disséminent dans la population et ils attaquent par surprise, ils tuent avec des fusils, ils organisent des attaques suicides. Si nous n'utilisons pas toute notre intelligence et les renseignements, cela pourra se poursuivre pendant longtemps. Il y aura toujours un risque d'attaques sur des marchés, dans des écoles, etc., par surprise.

Les troupes doivent donc nettoyer le pays, mais cela prendra du temps, cela ne se fera pas du jour au lendemain.

Quant à la question de Monsieur COLLOMP qui a été pris en otage le 19 décembre au Nigeria, Monsieur le président, je vous l'ai dit, nous travaillons très dur pour obtenir sa libération. Voilà ce que je peux en dire à ce stade mais je ne veux pas vous donner de fausses informations. Tout ce que je peux vous dire c'est que nous travaillons très dur à sa libération ».

LE PRESIDENT : « Nous sommes le 11 février, c'est-à-dire qu'il y a un mois jour pour jour, je décidais l'intervention de la France au Mali avec l'appui des Africains. Un mois après, l'essentiel du territoire malien a été libéré & aucune ville n'est occupée par un groupe terroriste & les réseaux ou groupes qui jusque-là mettaient en péril la vie des Maliens, aucun de ces groupes n'est capable de mener une véritable offensive.

Pendant ce mois, les forces africaines de la MISMA se sont mises en place et il y a aujourd'hui plus de soldats africains que de soldats français au Mali. Quand je dis « soldats africains », j'entends des contingents hors l'armée malienne. En un mois nos deux objectifs - la libération totale du territoire malien et le relais par la MISMA de nos troupes - sont donc en voie d'être

atteints.

En avons-nous terminé ? Non, puisqu'il y a encore de manière plus ou moins organisée des groupes qui peuvent se livrer soit à des attentats soit à des opérations de guérilla. Nous devons donc poursuivre non plus la libération, mais la sécurisation du territoire malien et faire en sorte que ne se cachent plus un certain nombre de groupes. Nous avons notamment à l'extrême nord du Mali à faire un exercice de clarification, pour savoir où sont encore un certain nombre de commandos terroristes et éventuellement les chefs de ces groupes. Enfin, il y a toujours nos ressortissants qui sont retenus en otages.

Mais je considère que, pour l'essentiel de ce que j'avais décidé il y a un mois, les objectifs ont été atteints. S'il y a encore un certain nombre d'insécurité, nous veillerons dans les prochains jours, avec les forces africaines, à lever tous les doutes. Car nous devons avoir comme perspective l'élection présidentielle au Mali au mois de juillet. Il ne peut pas y avoir de scrutin organisé s'il n'y a pas la certitude de la liberté pour les électeurs de faire leur devoir.

Est-ce qu'il y a des risques ? Oui, il y a toujours des risques puisque les terroristes se sont dispersés, éparpillés et d'autres se sont cachés. C'est pourquoi nous n'en avons pas terminé. Je vous l'ai dit, le prochain objectif est la sécurisation du territoire malien et la mise hors d'état de nuire des groupes qui ont pendant trop longtemps soumis le Nord-Mali à une domination barbare ».

Ensuite, il y a ce que nous devons faire dans toute l'Afrique de l'ouest, éviter qu'un certain nombre de groupes terroristes qui ont pu quitter le Mali viennent jeter là encore la terreur ailleurs. Nous devons donc travailler en bonne intelligence avec l'ensemble des pays concernés ».

QUESTION : « Ma question s'adresse au président HOLLANDE. Vous avez dit que le Nigéria et la France partageraient des rapports de renseignement, je sais qu'il n'est pas facile d'échanger des renseignements dans ce domaine. Mais comment allez-vous faire, concrètement, ces échanges d'informations, de renseignements ? »

LE PRESIDENT : « Nous échangeons des informations, des renseignements, y compris en nous rencontrant. Pour le reste, nos armées travaillent bien ensemble au Mali. Nous avons veillé à ce que ce soit bien le cas. Je me félicite de la présence au Mali du chef d'état-major qui est lui-même nigérian et qui commande les forces de la CEDEAO. Pour tout ce qui est service de renseignement, il y a là encore une très bonne collaboration.

Maintenant si je vous donnais les renseignements, cela voudrait dire que notre objectif pourrait ne pas être atteint ».

QUESTION : « La question s'adresse à vous deux. Etes-vous surpris tout d'abord ? Est-ce que vous considérez que c'est un signe de modernité qu'un Pape, qui estime ne pas être en mesure d'assurer sa tâche, démissionne ? Une question plus directement au président du Nigeria : pensez-vous qu'il soit l'heure qu'un Pape africain soit élu, que ce serait une bonne chose pour votre pays et pour l'ensemble du continent en général ? »

LE PRESIDENT : « Je ne peux pas répondre à votre place sur le second sujet ! »

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGERIA : « Je remercie le Président d'être un bon catholique ! Moi je suis chrétien, je suis anglican et les questions de religion je les laisse toujours aux professionnels. Si un Nigérian était élu pape, bien évidemment nous nous en réjouissons, je crois que c'était le sens de votre question, n'est-ce pas ? »

LE PRESIDENT : « La décision de Benoît XVI suscite le plus grand respect. C'est une décision courageuse, et aussi exceptionnelle, mais je ne veux pas ajouter d'autre commentaire. Le président du Nigeria d'ailleurs a dit les choses : nous devons laisser l'Eglise catholique déterminer comment elle entend organiser cette succession et nous ne présentons pas de candidat. Enfin, je dois saluer le pontificat de Benoît XVI pour tous les efforts qui ont été menés en faveur de la paix ».